

Conjoncture mi-2010 : une progression mesurée

Malgré un léger tassement de la croissance du PIB au troisième trimestre 2010, les signes de reprise se confirment, en Limousin comme en France. Alors que la consommation des ménages reprend de la vigueur, les entreprises restent prudentes.

L'emploi limousin se stabilise grâce au maintien des services et à la croissance soutenue de l'intérim. Le taux de chômage s'oriente à la baisse pour la première fois depuis début 2008.

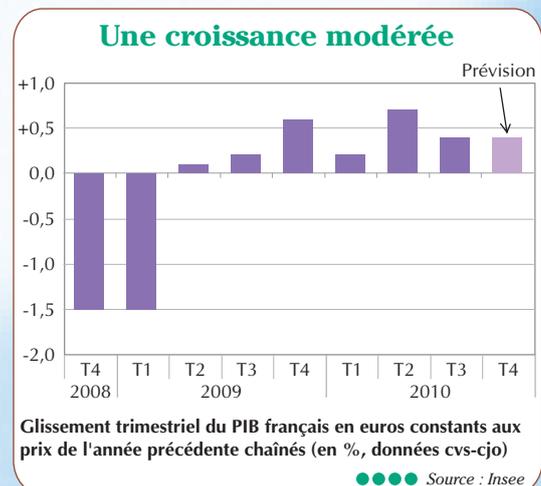
Le succès du statut d'auto-entrepreneur s'essouffle, pesant sur les créations d'entreprises qui diminuent au premier semestre.

En France, au troisième trimestre 2010, le produit intérieur brut (PIB) augmente de 0,4 % en volume, après une progression de 0,7 % au deuxième trimestre. Comme au trimestre précédent, la demande intérieure finale (hors stocks) contribue positivement à la croissance (+0,5 point). Si les dépenses de consommation des ménages croissent plus vite qu'au deuxième trimestre, l'investissement des entreprises ralentit. La reconstitution des stocks contribue à la croissance à hauteur de 0,3 point. Seul le solde commercial se dégrade de nouveau et pèse sur la croissance à hauteur de -0,4 point : les importations sont encore plus dynamiques que les exportations.

Reprise inégale en Limousin

Le Limousin ressent aussi cette modération de la re-

prise au troisième trimestre. Les chefs d'entreprise interrogés par la Banque de France notent une pause dans l'évolution favorable de la production industrielle. Si la plupart des secteurs se stabilisent, les industries agro-alimentaires enregistrent un recul de l'activité. A contrario, les équipements électriques et le matériel de transports sont les secteurs les mieux orientés au fil des mois. Malgré tout, l'amélioration des carnets de commande se poursuit et s'amplifie. Le déstockage n'empiète plus sur la production, et les



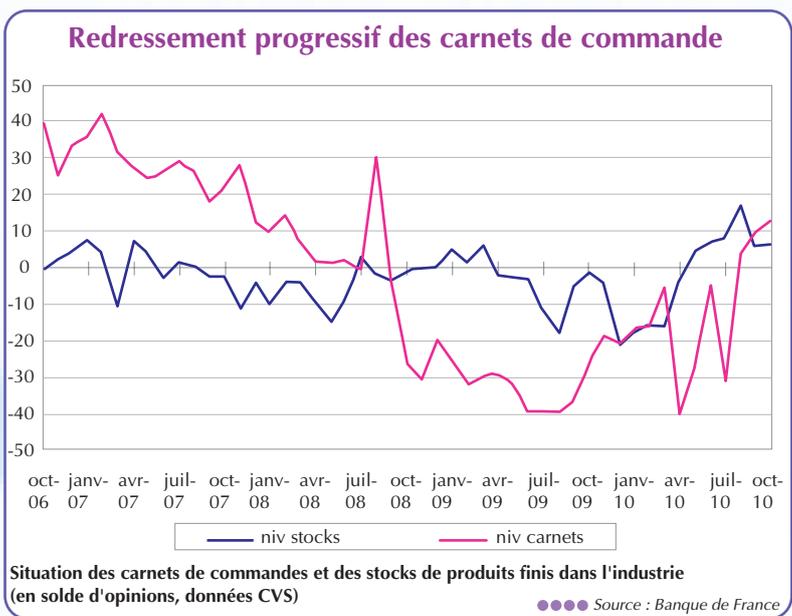
chefs d'entreprises sont même satisfaits du niveau de leurs stocks. Cependant, les capacités de production restent encore largement sous-utilisées.

Construction : des signaux positifs

L'activité dans la construction est en voie de stabilisation alors qu'elle pesait très négativement sur la croissance les mois précédents. Cette évolution peut être reliée aux conditions de financement qui ont tendance à se détendre avec la baisse des taux d'intérêt, même si les conditions d'octroi de crédit restent plus dures qu'avant la crise.

En Limousin, après un premier trimestre difficile (-35 %) dû aux conditions climatiques, les mises en chantier de logements ont amorcé un rattrapage au deuxième trimestre (+34 %) et opèrent une évolution plus mesurée au troisième trimestre (-2,3 %). Les autorisations de construire poursuivent aussi leur progression, confirmant la tendance d'une stabilisation. Cependant, celle-ci s'effectue à un niveau relativement bas : le nombre de logements mis en chantier sur les trois premiers trimestres est inférieur de plus de moitié à ce qui était observé avant la crise.

Encore plus touchée, la construction des locaux non résidentiels avait chuté de moitié en un an mi-2010, et son repli est resté prononcé au second trimestre (-12 %). L'activité se redresse, là aussi, au troisième trimestre : les surfaces de locaux professionnels mises en chantier augmentent en effet de +4,2 %. Ce retour-



nement de tendance suit la reprise observée sur les permis de construire dès le trimestre précédent.

Ces signaux positifs laissent présager une amélioration plausible pour les prochains mois et conduisent les entrepreneurs de BTP à être moins pessimistes sur leur activité future.

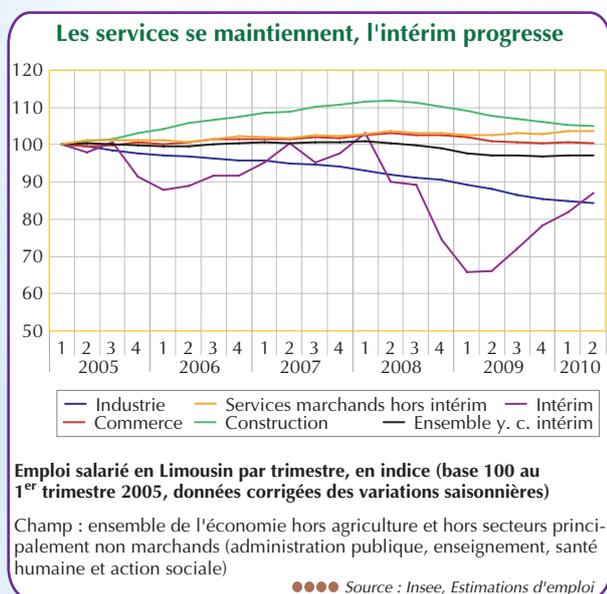
L'emploi se stabilise

La reprise incertaine de l'activité pèse sur le comportement des chefs d'entreprises en matière d'emploi : dans ce domaine, la reprise semble également plus hésitante en

Limousin qu'en France. Après une embellie en début d'année, l'emploi salarié limousin, dans les secteurs principalement marchands, se stabilise au deuxième trimestre 2010 alors qu'il repart légèrement à la hausse en France métropolitaine (+0,2 %). Sur un an, la baisse très modérée de l'emploi régional (-0,1 %) est proche de celle constatée au niveau national (-0,2 %). Le maintien des services et la progression

de l'intérim contribuent en grande partie à la stabilisation de l'emploi au deuxième trimestre. Avec une augmentation de 6,3 %, l'emploi intérimaire poursuit le redressement spectaculaire amorcé depuis le troisième trimestre 2009. Par rapport au trimestre précédent, l'intérim croît de 7,2 % en équivalent temps plein (ETP). Depuis le début du redressement, les heures effectuées par les intérimaires ont progressé d'un tiers contre un quart en moyenne en France. Elles permettent désormais de compenser un peu plus de la moitié des pertes subies dans ce secteur depuis le début de la crise. L'intérim retrouve ainsi un niveau comparable à celui observé fin 2008.

En revanche, dans l'industrie et le commerce, les évolutions régionales sont moins favorables que dans le reste de la France. Dans l'industrie, l'emploi salarié poursuit son recul au deuxième trimestre (-0,7 %). La contraction de l'emploi industriel est toutefois moins accentuée qu'aux troisième et quatrième trimestres 2009. Sur un an, le secteur a perdu 4,3 % de ses effectifs salariés. Alors que le commerce était redevenu créateur d'emplois au premier



trimestre 2010, ses effectifs se contractent une nouvelle fois (-0,3 %), et conduisent à une baisse annuelle de 0,7 %.

Le secteur de la construction reste encore en retrait : ses effectifs enregistrent une baisse de 0,3 % au deuxième trimestre 2010, soit -2,6 % sur un an.

L'activité réduite des demandeurs d'emploi modère le chômage

Au deuxième trimestre, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A, B et C repart à la hausse (+2,2 %), et augmente plus fortement que celui des demandeurs d'emploi de la seule catégorie A (+1,5 %). C'est donc l'activité réduite qui progresse, confirmant le dynamisme de l'emploi intérimaire. Cette tendance se poursuit et s'amplifie au troisième trimestre : le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A se stabilise (-0,2 %), alors que les demandeurs d'emploi en activité réduite augmentent de 3,8 %. Au total, le nombre de demandeurs d'emploi progresse toujours, mais à un rythme ralenti : +1,3 % par rapport au trimestre précédent (contre

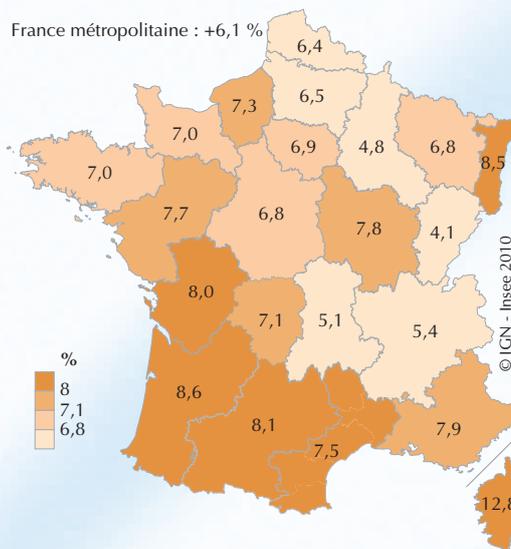
+1,0 % en France).

L'activité réduite des demandeurs d'emploi contribue à modérer le chômage.

Le taux de chômage s'oriente à la baisse en Limousin, conformément à la tendance nationale. En Limousin, il s'établit à 7,9 % de la population active au deuxième trimestre 2010 et s'inscrit en recul de 0,2 point par rapport au trimestre précédent, qui marquait une stabilisation. Il s'agit de la première diminution enregistrée dans la région depuis le premier trimestre 2008. Au niveau national, le repli, encore ténu, amorcé en début d'année se confirme (-0,2 point), et ramène le taux de chômage à 9,3 %.

En Haute-Vienne, le taux de chômage s'établit à 8,6 % avec une évolution similaire à celle observée au niveau national. Le département reste, dans la région, celui où le chômage est le plus prégnant. Néanmoins, les bassins d'emploi hauts-viennois enregistrent des évolutions très contrastées. Limoges, quasiment stable au deuxième trimestre (-0,1 point), devient, avec 8,7 % de chômeurs, le bassin d'emploi le plus affecté de la région. L'amélioration s'avère beaucoup plus prononcée à Rochechouart (-0,4 point) dont le taux s'établit à

Progression sur un an des demandeurs d'emploi : le grand Sud-Ouest le plus touché



Variation du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) de catégories A, B et C, entre août 2009 et 2010, en données brutes

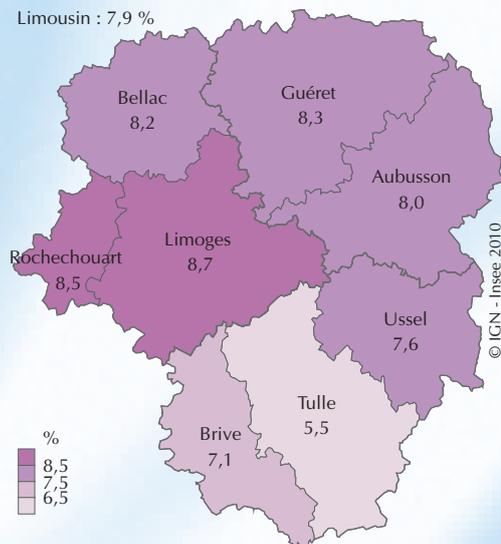
Source : Pôle emploi - Dares

8,5 %. Seul bassin d'emploi de la région à connaître une hausse du chômage (+0,2 point) au deuxième trimestre 2010, Bellac fait figure d'exception. Avec 8,2 %, son taux y atteint le niveau le plus élevé jamais enregistré depuis 1999, tout en restant en deçà de la moyenne départementale.

En repli de 0,2 point, le taux de chômage de la Creuse (8,2 %) reste au-dessus de la moyenne régionale. Ses bassins d'emploi, jusque là relativement homogènes, évoluent de façon différenciée au deuxième trimestre 2010. Avec un taux de chômage de 8 %, Aubusson bénéficie d'une baisse plus substantielle (-0,3 point) que Guéret (-0,1 point) dont le taux s'établit à 8,3 %.

La Haute-Vienne davantage exposée

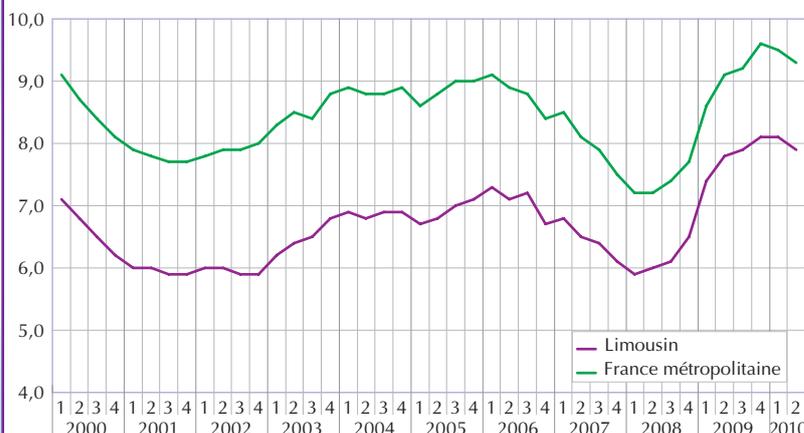
Limousin : 7,9 %



Taux de chômage au 2e trimestre 2010 par zone d'emploi - données corrigées des variations saisonnières

Source : Insee, Taux de chômage localisés

Depuis le début de l'année, le taux de chômage décroît



Source : Insee, Taux de chômage localisés

Tableau de bord au deuxième trimestre 2010

	Valeur brute du 2 ^e trimestre 2010		Évolution en % sur un trimestre (cvs)		Évolution en % sur un an (cvs)	
	Limousin	France	Limousin	France	Limousin	France
DEFM (catégorie A, B et C)	38 500	3 793 610	+2,2	+1,7	+8,6	+9,3
Emploi salarié (1)			0,0	+0,2	-0,1	-0,2
<i>Industrie</i>			-0,7	-0,5	-4,3	-3,6
<i>Construction</i>			-0,3	-0,4	-2,6	-2,1
<i>Commerce</i>			-0,3	-0,1	-0,7	-0,5
<i>Services hors intérim</i>			+0,1	+0,3	+1,2	+0,5
Intérim en équivalent-temps plein (2)	5 446	531 484	+7,2	+8,1	+4,1	-4,0
Créations d'entreprises (2) (3)	1 240	156 007	-18,2	-10,4	+36,9	+43,0
Défaillances d'entreprises (2) (4)	131	13 065	-17,8	+1,7	-1,5	-2,9
Logements commencés (2) (5)	773	77 113	+33,7	+1,9	-32,2	-11,7
Locaux professionnels (en milliers de m ²) (2) (5)	55	5 424	-12,0	-6,0	-48,6	-21,5

(1) : secteurs principalement marchands hors agriculture et y compris intérim

(4) : en date de publication au BODACC

(2) : les évolutions sur un an sont calculées en moyenne annuelle

(5) : les évolutions sont non cvs

(3) : seule la composante «hors auto-entrepreneurs» est désaisonnalisée

●●●● Source : Insee, Direccte, Pôle emploi, Dares, Dreal

La Corrèze enregistre la diminution la plus importante de la région (-0,3 point), et figure, avec un taux de 6,7 %, parmi les sept départements français les moins affectés. Brive, où le chômage est pratiquement stabilisé depuis un an, profite d'une réduction de 0,4 point à 7,1 %. La zone d'emploi d'Ussel connaît une évolution identique au deuxième trimestre 2010 : son taux recule à 7,6 %. Tulle, en repli de 0,2 point, conserve le taux de chômage le plus bas de la région.

Auto-entrepreneurs : premier freinage

Le succès du statut d'auto-entrepreneur s'amoindrit mi-2010, et cette tendance se confirme au troisième trimestre où le nombre d'entreprises créées diminue pour la deuxième fois consécutive : -4,8 % en Limousin contre -8,3 % en France. La quasi-totalité de cette diminution trimestrielle est liée à la baisse des créations d'auto-entreprises : -9,8 % en Limousin et -14,4 % en France. Les créations d'entreprises hors auto-entrepreneurs augmentent légèrement en Limousin (+1,1 %) et stagnent en France.

Commerce, transports, hébergement et restauration concentrent un tiers des créations d'entreprises. La baisse de 13 % de créations qu'enregistrent ces secteurs explique plus de la moitié du fléchissement des créations d'entreprises.

Malgré tout, le régime de l'auto-entrepreneur s'applique actuellement à 54 % des créations d'entreprises en Limousin, et le nombre de créations d'entreprises est toujours environ deux fois supérieur à ce qui était observé avant l'entrée en vigueur de ce statut.

Parallèlement, en Limousin comme en France, le nombre de défaillances enregistrées

au cours des douze derniers mois est en légère baisse par rapport aux douze mois précédents : -1,5 % en Limousin, -2,9 % en France. L'évolution trimestrielle est très chahutée en Limousin : depuis le début de l'année, le nombre de défaillances d'entreprises est en très forte baisse (-17,8 % au deuxième trimestre), succédant à des hausses tout aussi fortes. En France, en revanche, on observe une quasi-stabilité des défaillances sur les derniers trimestres.

Des perspectives toujours peu toniques

Au second semestre, les perspectives d'activité au niveau national resteraient peu toniques ; l'élan s'essoufflerait quelque peu. In fine, si les incertitudes demeurent dans cette période de reprise, le risque de rechute est cependant jugé faible. La croissance resterait de 0,4 % au dernier trimestre de l'année, sans changement notable dans ses contributions. Conséquence de la faiblesse de la croissance mondiale, la demande étrangère adressée à la France serait encore plus modérée. Mais la demande intérieure demeurerait soutenue par la consommation des ménages. Le redressement de l'investissement des entreprises se poursuivrait, soutenu par une hausse des débouchés. Le mouvement de restockage pourrait même s'enclencher. L'emploi continuerait de progresser à un rythme modéré et le taux de chômage serait quasiment stable.

●●●● Anne-Lise Duplessy

Rédaction achevée
le 19 novembre 2010



29 rue Beyrand
87031 Limoges cedex

Informations statistiques 09 72 72 40 00



www.insee.fr

Directrice de la publication Fabienne Le Hellaye

Rédactrice en chef Nathalie Garriguesl

Mise en forme Martine Herny

Impression Sotiplan - Limoges

Maquette iti communication

Prix 2,70 euros

Dépôt légal : novembre 2010

Code SAGE : FOC106924

ISSN : 1765-4475

Copyright - INSEE 2010

« La rediffusion, sous quelque forme que ce soit, des fonds de cartes issus du fichier GéoFLA® de l'IGN est soumise à l'autorisation préalable de l'IGN et au paiement auprès de cet organisme des redevances correspondantes ».